

Affaire des armes de guerre achetées en Ukraine

Ali Bongo, Mathias Otounga Ossibadjou, Ernest Mpouho Epigat : des prisonniers en liberté ?

Ces trois personnages sont impliqués dans ce dossier. Le premier en tant que chef suprême des armées, le deuxième en tant que ministre de la Défense et initiateur de la correspondance adressée au troisième pour solliciter et obtenir son autorisation pour l'atterrissage d'un aéronef de type Antonov transportant des armes de guerre en provenance d'Ukraine.

La justice gabonaise va-t-elle enfin diligenter une enquête sur l'affaire des armes de guerre qui a récemment défrayé la chronique dans notre pays ? Si rien ne le laisse penser, ce problème ne devrait pas rester sans suite, si tant est que le Gabon est effectivement un pays de droit.

On va certainement nous accuser de vouloir remuer le couteau dans la plaie, mais une des missions du journaliste c'est de rechercher la vérité sur des faits de cette nature, surtout qu'il en va de la sécurité de la population et de la stabilité de notre pays.

Il y a quelques mois, un avion de type Antonov a atterri à Libreville avec une importante quantité d'armes de guerre en provenance d'Ukraine. L'affaire a éclaté lorsqu'il a été découvert et mise sur la place publique une missive signée du ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, adressée à son collègue des Transports, Ernest Mpouho Epigat, pour demander à ce dernier d'autoriser l'atterrissage de l'avion sus-évoqué à l'aéroport international Léon Mba de la capitale gabonaise.

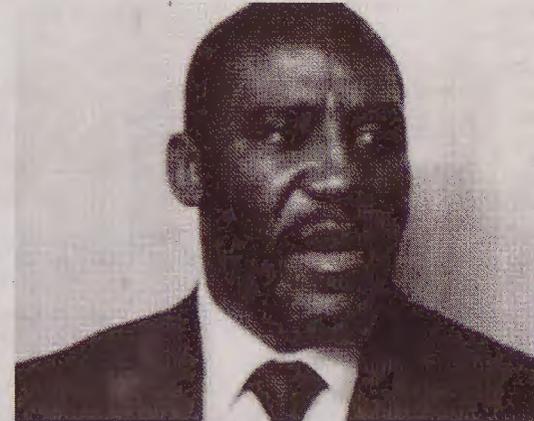
Se lançant dans des explications masquant en fait sa culpabilité, l'actuel homme fort d'Okondja a justifié que « ces équipements militaires ont été achetés pour ravitailler le contingent militaire gabonais en mission de paix à Bangui, en Centrafrique ». Une pilule impossible d'avaler pour plusieurs raisons fondamentales.

Premièrement, tous les militaires (notamment africains) en mission de paix dans un quelconque pays sont sous la responsabilité de l'Organisation des Nations-Unies et de l'Union africaine. Si les Etats sont sollicités pour mettre à disposition des moyens humains, les



Mathias Otounga Ossibadjou

équipements utilisés sont, en revanche, fournis par l'Onu. Premièrement, certes la paix reste fragile en République centrafricaine, la tenue des élections dans ce pays, notamment la présidentielle, a permis d'amorcer le processus de paix et de retour à la stabilité politique. Le Gabon, qui occupe la présidence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et qui n'a de cesse de prôner la paix en Afrique et hors du continent, ne peut donc plus envoyer des armes de guerre en Centrafrique. Un autre mensonge. Enfin, le mois dernier, le contingent militaire gabonais, en fin de mission, est rentré de la capitale centrafricaine. Cela veut donc dire que les armes sont arrivées en avril 2016, soit deux mois avant la fin de la mission de nos vaillants militaires, lesquels ont d'ailleurs été accueillis et couronnés par le ministre de la Défense en personne. A qui étaient alors



Ernest Mpouho

destinées ces armes ? Tout porte à croire, sauf à s'y méprendre, qu'elles ont été acquises pour préparer la période cruciale dans laquelle nous sommes maintenant engagés. C'est-à-dire l'élection présidentielle de cette année et pour laquelle les ennemis du Gabon vont user de tous les moyens pour imposer, une nouvelle fois, Ali Bongo à la tête du pays. Le pouvoir n'a de cesse d'user de l'armée gabonaise, qui devrait pourtant être au service de la nation et de son peuple et non des gouvernants, pour imposer son diktat et violer les lois en vigueur. Ali Bongo, en sa qualité de chef suprême des armées, Mathias Otounga Ossibadjou, mais aussi Ernest Mpouho Epigat, qui a accordé cette autorisation à cet aéronef rempli d'armes de guerre, devront en répondre un jour ou l'autre. Peut-être pas devant la justice gabonaise actuelle, qui est aux ordres, mais certainement devant les tribunaux internationaux.

Capital : 1 000 000 de Fcfa
RCCM : 2015B17572
N° statistique : 041201 C
Siège social : Derrière-la-prison (Galeries Saint Georges)
Rédaction :
BP : 19 242 Libreville
Tél : 06.06.51.13
E-mail :
le_mbandja@yahoo.fr

Directeur de la Publication
Rédacteur en chef
Guy Pierre Biteghe

Directeur de la Rédaction
Laurent Lékogo
Editorialiste
Honorine Mboumba

Secrétaire de rédaction
Hippolyte Biteghe-bi-Aboghe

Journalistes :
Jean Molière Epondoma
Afane Ayare
Georges NKombé Kala
Mhyss Abeng
Justin Mbatchi
Odette Melighe

A collaboré :

Imprimerie : Multipress
Distribution : Sogapresse
Tous droits de reproduction réservés
Dépôt légal : D. L. B. N.
2 389 du 12/07/2016
Tirage 7 000 exemplaires